

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles

Avignon, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC MEDITERRANEE

Route de Baussenq
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : D-0780-2025

Code AIOT : 0006401772

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté Route de Baussenq 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC MEDITERRANEE
- Route de Baussenq 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été exploité comme une installation de compostage de boues de stations d'épuration et de déchets végétaux de 1997 à 1999. Suite à l'arrêt de cette activité, l'exploitant a été autorisé, par arrêté complémentaire du 27/08/2001, à exploiter une unité de broyage et valorisation de déchets de bois, ainsi qu'un centre de transit de déchets non dangereux tels que papiers/cartons et plastiques.

Par arrêté préfectoral n° 2020-217-A du 10/03/2023, la société PAPREC MEDITERRANEE a été autorisée à augmenter la capacité de transit, tri et broyage de bois et déchets végétaux et à développer une activité de transit de déchets inertes, de chantiers, ferrailles/métaux et de verre.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-136-PC du 17/07/2025 est venu acter les modifications apportées aux installations en matière de confinement des eaux d'extinction incendie et de mise en place d'une activité de transit et regroupement de déchets de plâtre.

Contexte de l'inspection : Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Organisation des stockages / déchets de plâtre	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2 modifié par l'APC du 17/07/2025	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétention et confinement des effluents en situation accidentelle	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.4 modifié par l'APC du 17/07/2025	Demande d'action corrective	3 mois
5	Organisation des stockages / résorption des stocks de déchets plateforme nord	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2 modifié par APC du 17/07/2025	Demande d'action corrective	30/06/2026
6	Avancée des travaux conformément au dossier	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.1	Demande d'action corrective	10/03/2026

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Volume annuel d'activité / Déchets de plâtre	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.3 modifié par l'APC du 17/07/2025	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie / bâche souple	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1	Une demande formulée

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'importants travaux de mise en conformité du site sont en cours, portant en particulier sur l'imperméabilisation de la plateforme de transit de déchets, la gestion des eaux de ruissellement et d'extinction, ainsi que la couverture d'une partie des déchets entreposés. Pour maintenir ses activités, l'exploitant a provisoirement revu l'organisation de sa plateforme. Estimant qu'il ne pourra tenir le délai initialement accordé pour la réalisation de l'ensemble des travaux, l'exploitant sollicite une prolongation jusqu'à fin 2027.

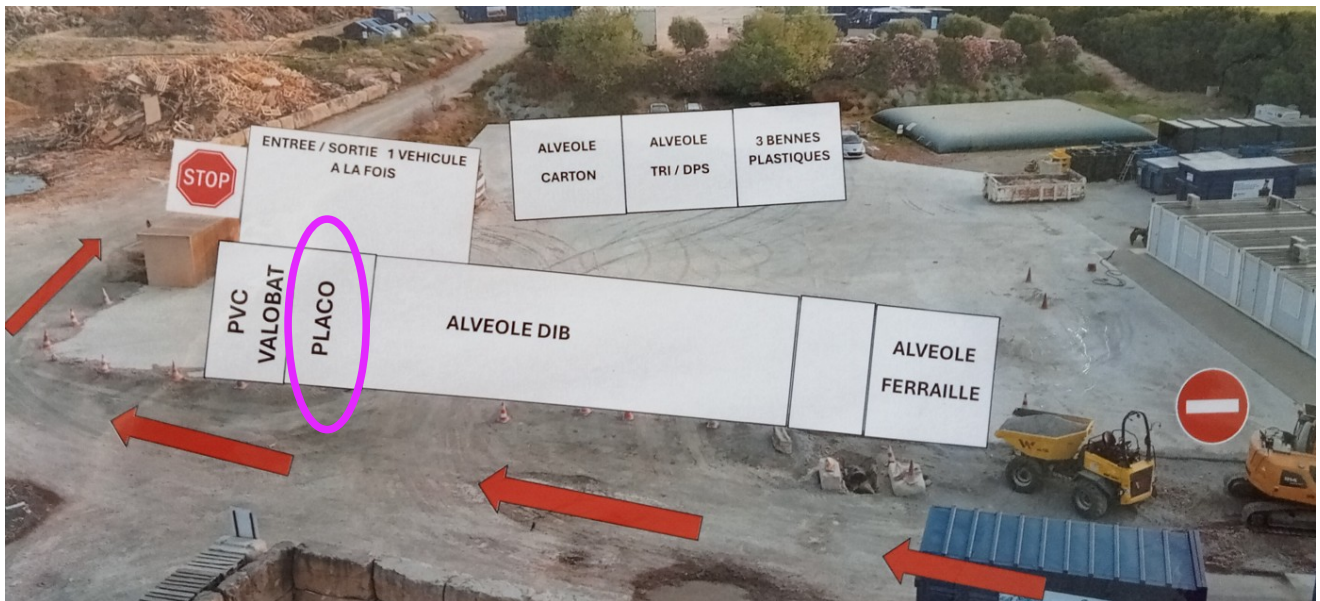
2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des stockages / déchets de plâtre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2 modifié par l'APC du 17/07/2025
Thème(s) : Autre, -
Prescription contrôlée : Les différents stockages sont organisés conformément au dossier, notamment en ce qui concerne les surfaces et volumes des différents îlots définis dans l'étude de dangers, répartis selon le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.
Constats : <i>Pour rappel, le dossier de porter à connaissance transmis le 13/12/2023 prévoit que les déchets de plâtre seront entreposés dans l'alvéole intermédiaire de la zone dédiée au tri / transit de déchets de papiers, cartons, plastiques constituée de trois alvéoles. La surface de stockage, correspondant à la taille de l'alvéole, sera de l'ordre de 60 m² (10 × 6) et la hauteur maximale sera de 5,5 m, un peu en deçà de la hauteur des mégablocs béton coupe-feu deux heures utilisés pour constituer les alvéoles (soit un volume max de 60 × 5,5 = 330 m³). Un marquage de type ligne de peinture sera mis en place pour matérialiser cette hauteur maximale à respecter.</i>

L'exploitant déclare que l'activité de collecte de déchets de plâtre a démarré en janvier 2025.

Les déchets de plâtre ne sont pas stockés conformément au plan joint en annexe 1. Ils sont provisoirement stockés dans une alvéole dédiée, à ciel ouvert, sur la dalle béton récemment réalisée sur une partie de la plateforme basse, selon le plan suivant fourni par l'exploitant :



Il s'agit d'une situation provisoire, dans l'attente de la réalisation des travaux d'imperméabilisation et de construction de l'auvent (achèvement prévu fin janvier 2026). Cette réorganisation permet à PAPREC le maintien de ses activités durant la phase de travaux, tout en limitant la co-activité sur les zones de travail.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, dès l'achèvement des travaux d'imperméabilisation et de construction de l'auvent, de se conformer aux modalités de stockage des déchets de plâtre, et plus généralement des autres déchets, telles que figurant au plan des installations du site (annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2023 modifié).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rétention et confinement des effluents en situation accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 51.4 modifié par l'APC du 17/07/2025

Thème(s) : Risques accidentels, -

Prescription contrôlée :

Le confinement des eaux d'extinction incendie se fait par rétention sur voirie d'une capacité de 450 m³ conformément au plan disponible en annexe 2.

Un marquage au sol de l'emprise de la zone de rétention est matérialisé afin de visualiser les voies engins.

En périphérie de cette zone de rétention, un passage de 5m30 est maintenu pour permettre l'accès aux engins de secours en cas de besoin. Ce passage est matérialisé au sol.

Les eaux d'extinction sont dirigées gravitairement vers la zone de rétention sur voirie après fermeture de la vanne de sectionnement située en amont du bassin d'infiltration.

Le transfert des eaux d'extinction se réalisant gravitairement, l'exploitant doit garantir cet écoulement en permanence.

Les accès à la réserve incendie de 360 m³ et au poteau incendie à proximité doivent rester hors d'eau.

L'aire de stationnement de 8 m x 4 m de la réserve incendie de 360 m³ doit rester hors d'eau.

Constats :

À date, seule une partie de la zone prévue pour le confinement des eaux d'extinction incendie a été étanchéifiée (dalle béton). Le confinement de ces eaux ne peut donc actuellement être assuré selon les modalités définies.

Au regard du planning prévisionnel des travaux et sous réserve d'une météo permettant leur réalisation, l'exploitant s'est engagé à ce que l'imperméabilisation de la zone soit achevée et à ce que les marquages et délimitations soient réalisés selon les modalités établies avec les pompiers, pour la fin janvier 2026.

Le bassin d'infiltration est réalisé (mai 2025). Il reste toutefois à le sécuriser (pose d'un grillage périphérique). En amont de ce bassin, un dispositif de prétraitement des eaux de ruissellement a été installé (dessableur séparateur à hydrocarbures référence BHDCE20008P, fournisseur Saint Dizier Environnement, volume utile 35,1 m³). La vanne de sectionnement reste à installer en amont de cet équipement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'achever les travaux d'imperméabilisation visant à se conformer aux modalités de confinement des eaux d'extinction incendie, telles que définies à l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2023 modifié. L'exploitant justifiera la réalisation des marquages et délimitations, ainsi que la mise en place d'une vanne de sectionnement et l'établissement d'une consigne associée à sa manœuvre.

- de sécuriser le bassin d'infiltration et de le justifier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Volume annuel d'activité / Déchets de plâtre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.3 modifié par l'APC du 17/07/2025

Thème(s) : Autre, -

Prescription contrôlée :

Type de déchets	Volume maximum annuel
Déchets de plâtre	3 000 tonnes

Constats :

L'exploitant déclare que l'activité de collecte de déchets de plâtre a démarré en janvier 2025.

Dans le cadre de la REP PMCB (responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du bâtiment), PAPREC Méditerranée dispose d'un contrat avec l'éco-organisme Valobat.

Au 30 septembre 2025, l'exploitant déclare avoir réceptionné sur son site 321 tonnes de déchets de plâtre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie / bâche souple

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, et complétés et précisés comme ci-après : [...] • de trois bâches souples d'un volume total de 420 m ³ ; [...]
Constats : <i>Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection du 05/03/2024, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place une bâche d'eau de 60 m³.</i> L'exploitant a mis en place, au niveau de la plateforme haute, une bâche souple complémentaire d'un volume de 60 m ³ d'eau. Il dispose désormais sur son site de quatre bâches souples constituant une réserve d'eau incendie d'un volume total de 420 m ³ (1 bâche de 300 m ³ , 1 bâche de 60 m ³ et 2 bâches de 30 m ³). Par ailleurs, l'exploitant déclare qu'il va prochainement relier les deux colonnes sèches. Cette boucle lui permettra le maintien en service du réseau d'extinction en cas de défaillance de l'un des deux groupes électrogènes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dès sa réalisation, les justificatifs relatifs au bouclage du réseau incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Organisation des stockages / résorption des stocks de déchets plateforme nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2 modifié par APC du 17/07/2025
Thème(s) : Autre, -
Prescription contrôlée : Les différents stockages sont organisés conformément au dossier, notamment en ce qui concerne les surfaces et volumes des différents îlots définis dans l'étude de dangers, répartis selon le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.
Constats : <i>Pour rappel, par courrier du 10/07/2023, l'exploitant s'était engagé à :</i> - <i>broyer progressivement les stocks de bois, troncs d'arbre et souches (volume estimé à 1 000 m³) à l'aide d'un broyeur lent et à les valoriser en bois biomasse, avec une fin de l'action fixée au 30/06/2024 ;</i> - <i>à réemployer des matériaux du stock de déchets de chantier liés aux activités de l'ancien exploitant (volume estimé à 900 m³) dans le cadre des travaux de construction de la plateforme du site, avec une fin de l'action fixée en 2026, conformément au phasage des travaux prévu dans l'arrêté préfectoral.</i> Au 30 octobre 2025, il est constaté que les stocks de bois, troncs d'arbre et souches n'ont pas été résorbés. L'exploitant estime que la moitié du stock a été traité. Il explique le retard pris sur cette action par des difficultés techniques liées à la réalisation de l'opération avec le broyeur (casse matériel), par la durée nécessaire pour broyer cette typologie de déchet (très chronophage), par des risques de projections associées lors de cette tâche nécessitant une zone dégagée de toute autre activité. Or, les importants travaux en cours sur le site ont conduit l'exploitant à réorganisé provisoirement ses activités et à utiliser la plateforme haute, avec de nombreux passages d'engins. Pour limiter la co-activité, l'exploitant a fait le choix par mesure de sécurité de mettre en pause la résorption de ce stock.

<p>Lors de la visite, l'exploitant a proposé de s'engager sur un ultime délai repoussé au 30/06/2026.</p> <p>En revanche, le stock de déchets de chantier liés aux activités de l'ancien exploitant a été résorbé (réemploi sur le site en sous-couche béton dans le cadre des travaux).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre et d'achever la résorption des stocks de bois, troncs d'arbre et souches et de transmettre à l'Inspection les justificatifs correspondant dès réalisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30/06/2026</p>

N° 6 : Avancée des travaux conformément au dossier

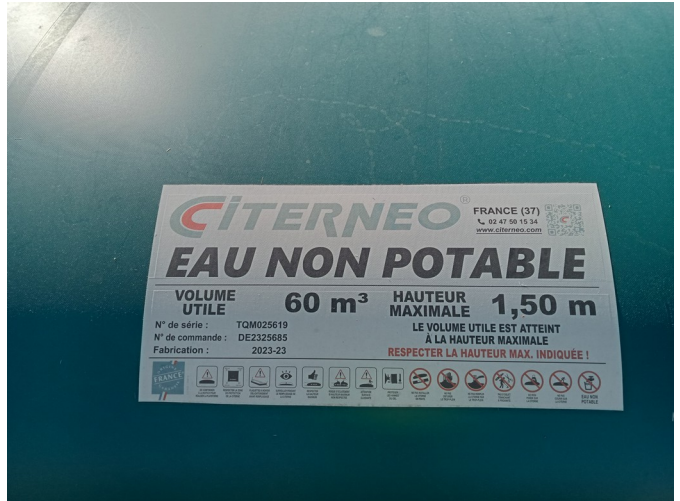
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, -</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les travaux seront réalisés en 3 phases, sur 3 ans, conformément au dossier (construction de l'auvent, aménagement des bassins de rétention des eaux, imperméabilisation, aménagement des différentes aires de stockage, etc ...). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La réalisation des travaux nécessite l'obtention d'une autorisation d'urbanisme. La demande de permis de construire n° PC 013 097 25 S0020 déposée le 1^{er} avril 2025 par l'exploitant a été accordée le 11 août 2025 par la collectivité.</p> <p>Les travaux ont démarré. À date, il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation d'une partie de l'imperméabilisation de la plateforme (dalle béton), - l'aménagement du bassin d'infiltration, - la mise en service d'un second pont bascule et le remplacement du premier. <p>Les travaux suivants sont à venir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pose du portail et installation du portique de détection de radioactivité à l'entrée du site (novembre 2025), - construction de l'auvent (novembre 2025), - imperméabilisation d'une deuxième tranche de la plateforme (dalle béton), puis raccordement des deux zones étanchéifiées (janvier 2026), - mise en place d'une passerelle pour le bâchage manuel des camions, - imperméabilisation de la zone dédiée à l'activité bois (dalle béton). <p>L'exploitant estime que le délai de 3 ans lui étant accordé par l'article 3.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 10/03/2023 pour la réalisation des travaux ne sera pas tenu, au regard du retard pris dans le démarrage et l'exécution. De fait, il sollicite dès à présent la possibilité de pouvoir le prolonger jusqu'à fin 2027.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant envisage le déplacement de la benne de collecte du verre, initialement prévue sur dalle béton sur la plateforme basse vers la plateforme haute non imperméabilisée. L'exploitant déclare que ce volume d'activité reste peu important (de l'ordre de 400 tonnes / an maximum).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la réalisation de l'ensemble des travaux du programme de mise en conformité du site. Les justificatifs de l'achèvement de la première phase (avant la plateforme bois) seront à transmettre début 2026.</p> <p>Dans l'hypothèse où l'exploitant souhaite modifier des zones d'entreposage de déchets, il devra transmettre sa proposition accompagnée du plan des installations du site actualisé et des éléments de justification de l'absence de risques supplémentaires engendrés par les évolutions envisagées.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10/03/2026

➤ Point de contrôle n° 4 – Moyens de lutte contre l'incendie / bâche souple



Bâche souple de 60 m³ mise en place, complétant la réserve d'eau incendie du site (plateforme haute)



Référence de la bâche

➤ Point de contrôle n° 5 – Organisation des stockages / résorption des stocks de déchets plateforme nord



Stocks de bois, troncs d'arbre et souches restant à résorber (plateforme haute)

➤ Point de contrôle n° 6 – Avancée des travaux conformément au dossier



Mise en service d'un second pont bascule



Activités de transit de déchets suspendues sur la zone sud dans l'attente de la réalisation des travaux d'imperméabilisation et de la construction de l'auvent



Dalle béton réalisée sur une partie de la plateforme basse, réaménagée provisoirement pour accueillir les activités de transit de déchets de la zone sud durant la phase de travaux



Déplacement provisoire de l'activité de transit et de tri de DIB



Déplacement provisoire de l'activité de transit de carton



Alvéoles de collecte de déchets aménagés provisoirement sur la dalle béton réalisée



Déplacement de l'activité de transit de verre sur la plateforme haute à proximité des alvéoles de collecte des gravats



Déchets de démolition issus des travaux préparatoires de la zone sud, qui seront réemployés in-situ dans le cadre du projet global



Merlons de terres issues des travaux préparatoires de la zone sud, stockées après opération de criblage, qui seront végétalisés



Merlon de terre récemment constitué en appui de l'existant et qui sera végétalisé



Bassin d'infiltration récemment réalisé, dont la sécurisation (grillage périphérique) reste à venir et pose d'un déboureur séparateur hydrocarbures en amont



Partie sud de la plateforme basse qui sera prochainement imperméabilisée



Préparation des supports pour la construction prochaine de l'auvent



Entrée du site



Portail réceptionné qui sera prochainement installé